

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 novembre 2022
(Convocation du 22 novembre 2022)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2022 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	30
• Voix	154
Pouvoirs	
• Nombre	10
• Voix	77
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	40
• Voix	231
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Frédéric Ré
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Jean-Marc Lescoute, M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, M. Thierry Carrère, M. Francis Dupouey, M. Charles Pelanne, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Didier Gaugeacq, M. Denis Lanusse
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Christian Ducos

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Damien Delavoie, M. Julien Dubois, M. Bernard Poublan, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Jean-Yves Arrestat, M. Michel Cuyaubé, M. Pierre Lajus, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Christophe Pugnetti

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

**OBJET : Création de la société ENR ADOUR****Exposé des motifs :**

Le syndicat mixte ouvert à la carte, Institution Adour (IA), établissement public territorial de bassin (EPTB) originellement constitué par les 4 conseils généraux du bassin de l'Adour (Hautes-Pyrénées, Gers, Landes et Pyrénées-Atlantiques) regroupés au sein du collège « membres fondateurs », est mobilisé pour assurer une gestion concertée et équilibrée de la ressource en eau, des milieux aquatiques, et de leurs usages partagés dans le bassin de l'Adour.

À ce titre, depuis les années 1980, un parc d'ouvrages à vocation de soutien d'étiage et de compensation des usages a été construit par l'EPTB à l'échelle des quatre départements sur l'axe Adour et ses affluents.

En 2020 l'EPTB a souhaité étudier la possibilité de valoriser ce parc historique de 22 réservoirs de soutien d'étiage au travers de la production d'énergies renouvelables. Par cette opération, l'EPTB entend également mettre à profit la couverture photovoltaïque des plans d'eau et le turbinage à la sortie des ouvrages pour travailler sur la qualité des eaux stockées et restituées.

Le projet porte sur le développement, la construction et l'exploitation de plusieurs unités de production d'énergies renouvelables sur plans d'eau situés dans les quatre départements, par l'intermédiaire notamment de centrales photovoltaïques sur supports flottants (eaux stockées) et de micro centrales hydroélectriques (eaux restituées), pour une injection en totalité sur le réseau électrique local.

Afin d'être accompagnée dans cette démarche, l'Institution Adour s'est rapprochée des acteurs territoriaux suivants :

- La SEM Enerlandes ;
- La SEM ENR 64 ;
- La SEM Ha-Py Énergies ;
- Le SDE 32 ;
- L'entité régionale AREC Production Occitanie ;
- L'entité régionale TERRA ENERGIES (Nouvelle-Aquitaine).

L'ensemble de ces acteurs publics se sont alors fédéré afin de lancer un appel à manifestation d'intérêt (AMI) dont le lauréat choisi en mars 2021 est la société SERGIES.

Puis en 2022 une convention de partenariat a été établie entre les partenaires publics afin de porter en commun ce projet de développement de centrales photovoltaïques flottantes et hydroélectriques sur les réserves de l'Institution Adour.

Après avoir entendu la présentation par son Président :

- des caractéristiques du projet de création, construction et raccordement au réseau de distribution d'électricité afin de commercialisation de l'énergie produite potentiellement sur les 22 sites de l'AMI, à partir d'unités de production d'énergies renouvelables implantées sur les propriétés et les ouvrages de l'EPTB Institution-Adour par des sociétés commerciales à constituer par voie de filialisation à 100% de la société ENR ADOUR, société par actions simplifiée en cours de constitution, au capital de 50 000 € dont le siège doit être fixé, 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex ;
- du projet de statuts de la société ENR ADOUR préparé en vue de la réalisation du Projet ;

Après avoir entendu la proposition faite au Syndicat :

- de participer en qualité d'associé fondateur, à la constitution de la société ENR ADOUR par voie de souscription de 300 actions de 10 € chacune, sur les 5 000 devant composer son capital, en contrepartie d'un apport en numéraire de 3 000 €, soit une participation de 6% du capital et des droits de vote ;
- de bénéficier d'un siège au comité stratégique devant être institué au sein de la Société à titre d'organe de gouvernance ;

Connaissance prise par ailleurs :

- de la liste des associés fondateurs pressentis pour participer à la constitution de la Société et de la participation respective de ces derniers ;



Vu les dispositions du code général des collectivités territoriales,
Vu les dispositions du code de l'énergie,
Vu l'intérêt pour le Syndicat de participer au développement de la production d'énergies renouvelables,
Vu la concordance du Projet avec l'objet du Syndicat,
Vu la délibération CMF 09/2021 en date du 18 mars 2021 choisissant le groupe SERGIES comme lauréat de l'AMI,
Vu la délibération 2022_B_18 en date du 23 mars 2022 autorisant la signature de la convention de partenariat entre l'Institution Adour, le syndicat départemental d'énergie 32 et les sociétés d'économie mixte Enerlandes (40), Ha-Py Énergies (65), ENR 64, ainsi que les sociétés anonymes simplifiées AREC Production Occitanie et TERRA ENERGIES,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'autoriser le Syndicat [ou : l'Établissement] à participer en qualité d'associé fondateur, à la constitution de la société ENR ADOUR, sous forme de société par actions simplifiée au capital de 50 000 € dont le siège doit être fixé, 38 rue Victor Hugo - 40000 Mont-de-Marsan, en ce que celle-ci aura uniquement pour objet de détenir des actions au capital de société anonyme ou de société par actions simplifiée, dont l'objet social portera sur la production d'énergies renouvelables,
- de souscrire, au moyen d'un apport en numéraire de trois mille euros (3 000 €) à la souscription de 300 actions sur les 5 000 devant être émises par la Société, soit une participation de 6% du capital et des droits de vote,
- de consentir par voie de conséquence, un apport en numéraire au capital de la Société de pareil montant,
- d'autoriser le Syndicat à prendre part à toutes décisions relatives à la constitution de la Société et à la désignation de ses organes de gouvernance et de contrôle,
- d'autoriser le Syndicat à prendre part au Pacte d'Associés destiné à compléter les dispositions des statuts de la Société en précisant les engagements que les associés de la Société entendent se consentir entre eux,
- de demander, conformément aux dispositions de l'article 17.1 des statuts de la Société, l'attribution au nom du Syndicat, d'un siège au Comité Stratégique de la Société,
- de désigner en qualité de représentant du Syndicat [ou : de l'Établissement] au Comité Stratégique de la Société, Monsieur le Président ou son représentant ; et,

donne à cet effet, tous pouvoirs à Monsieur le Paul CARRERE, en sa qualité de Président de l'EPTB, aux fins de, au nom et pour le compte du Syndicat :

- discuter les termes et conditions des statuts de la Société, du Pacte d'Associés et de la convention de compte courant d'associé,
- donner l'ordre d'apport en numéraire au capital de la Société ENR ADOUR d'une somme de 3 000 € en contrepartie de l'attribution de 300 actions,
- prendre tous engagements,
- exiger toutes justifications, se faire remettre toutes pièces, en donner décharge,
- de toutes sommes versées, retirer bonne et valable quittance,



- passer et signer les statuts de la Société et le Pacte d'Associés,
- passer et signer tout bulletin de souscription d'actions émises par la Société,
- stipuler toutes charges et conditions,
- acquitter tous frais et accessoires, s'engager au nom de la Société à l'exécution de toutes charges et conditions de la souscription des actions de la Société,
- prendre part à toute assemblée générale ou décision collective des associés fondateurs prenant acte de la désignation des membres du Comité Stratégique de la Société et émettre tous votes sur toutes résolutions ou décisions inscrites à l'ordre du jour,
- obtenir la nomination du Syndicat en qualité de membre du Comité Stratégique de la Société,
- passer et signer l'acte de désignation du représentant du Syndicat au Comité Stratégique de la Société,
- passer et signer le Pacte d'Associés,
- stipuler toutes conventions, fournir tous justificatifs,
- prendre tous engagements,
- faire toutes affirmations prescrites par la loi,
- en cas de difficultés quelconques, exercer toutes poursuites, contraintes et diligences, depuis les préliminaires de la conciliation jusqu'à l'obtention et l'exécution de tous jugements et arrêts,
- aux effets ci-dessus, autorise le président de l'Institution Adour à passer et signer tous actes, procès-verbaux, conventions et pièces, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 30 novembre 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



ENR ADOUR

Statuts



LES SOUSSIGNES :

1 - SERGIES, Société par actions simplifiée unipersonnelle à directoire et conseil de surveillance au capital de 10.100.010 €, dont le siège est sis 78 avenue Jacques Cœur, 86000 Poitiers, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Poitiers sous le n° 437 598 782,

Représentée par Monsieur Hervé LECOMTE en sa qualité de Directeur Général, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ainsi qu'il le déclare.

2 - INSTITUTION ADOUR, Etablissement Public du bassin de l'Adour, dont le siège est sis 38 rue Victor-Hugo, 40000 Mont-de-Marsan,

Représentée par Monsieur Paul CARRÈRE, en sa qualité de Président ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ainsi qu'il le déclare.

3 - ENERLANDES, Société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration, au capital de 2.184.000 €, dont le siège social est sis 23 rue Victor Hugo, 40000 Mont-de-Marsan, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Mont de Marsan sous le numéro 509 870 259,

Représentée par Monsieur Nicolas LAFARIE, en sa qualité de Directeur Général, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ainsi qu'il le déclare.

4 - SEML HA-PY ENERGIES, Société anonyme d'économie mixte, au capital de 2.000.000 €, dont le siège social est sis 20 avenue Fould 65000 Tarbes, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Tarbes sous le numéro 882 529 795,

Représentée par Monsieur Jean CHANEAC, en sa qualité de Directeur, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ainsi qu'il le déclare.

5 - ENR 64, Société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration, au capital de 2.100.00 €, dont le siège social est sis 4 Rue Jean Zay 64000 PAU, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Pau sous le numéro 878 641 661,

Représentée par Monsieur Stéphane CASTET en sa qualité de Directeur Général, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ainsi qu'il le déclare.

6 - SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DU GERS, Etablissement public syndical à vocation multiple, dont le siège est sis 6 place de l'ancien foirail BP 60362 32008 Auch, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés d'Auch sous le numéro 253200075,



Représenté par Monsieur Jean Guy DUPUY, en sa qualité de Président, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ainsi qu'il le déclare.

7 - TERRA ENERGIES, Société par actions simplifiée au capital de 8 225 900 €, dont le siège est sis 14 rue François de Sourdis 33000 Bordeaux, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 820 929 032,

Représentée par Monsieur Mathieu GODDEFROY, en sa qualité de Directeur, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ainsi qu'il le déclare.

8 - AREC PRODUCTION, (Agence Régionale de l'Energie et du Climat d'Occitanie) société par action simplifiée au capital de 26 271 285 euros, dont le siège est sis 55 avenue Louis Breguet 31028 Toulouse, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse sous le numéro RCS 521 977 926.

Représentée par son président l'Agence Régionale de l'Energie et du Climat Occitanie (AREC OCCITANIE) prise en la personne de Monsieur Stéphane PERE, en sa qualité de Directeur Général, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ainsi qu'il le déclare,

Ont établi ci-après, le texte des statuts de la société par actions simplifiée qu'ils décident de constituer.



ENR ADOUR
Société par actions simplifiée au capital de 50 000 €
Siège social : 38, rue Victor Hugo – 40000 Mont-de-Marsan

ARTICLE 1^{ER} - FORME

Il est formé par les présentes entre les propriétaires des actions ci-après et celles qui pourraient être créées par la suite une société par actions simplifiée régie par les dispositions des articles L 227.1 à L 227.20 du Code du commerce, par les règles générales du code civil, les dispositions communes à toutes les sociétés commerciales dans la mesure où elles sont compatibles avec les textes spécifiques qui lui sont applicables, ainsi que par les présents statuts.

Elle peut, à tout moment, comprendre un ou plusieurs associés.

Elle ne peut en aucun cas faire publiquement appel à l'épargne, à l'exception des éventuelles offres au public dans le cadre d'un financement participatif réalisé dans le respect des textes en vigueur.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **ENR ADOUR.**

La dénomination sociale doit figurer sur tous actes ou sur tous documents émanant de la Société et destinés aux tiers, précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS", puis de l'indication du capital social.

Les mêmes documents doivent aussi porter les mentions du siège social, du numéro d'immatriculation et de l'indication du greffe où elle est immatriculée.

ARTICLE 3 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé **38, rue Victor Hugo – 40000 Mont-de-Marsan.**

Il pourra être transféré :

- En tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du Comité Stratégique, sous réserve de ratification par la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et
- Partout ailleurs, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés.

La création, le déplacement, la fermeture des succursales, agences et dépôts situés en tous lieux, interviennent sur décision du Président.



ARTICLE 4 - OBJET

La Société a pour objet :

La prise de participations dans le capital de toutes sociétés commerciales, constituées ou à constituer, dont l'objet porte exclusivement sur la production d'énergies renouvelables ou d'hydrogène renouvelable ou bas carbone, par achat, souscription, échange, fusion, alliance, société en participation ou autrement.

Et généralement faire toutes opérations commerciales, civiles, financières, immobilières et mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou de nature à favoriser le développement et l'extension du patrimoine et des affaires sociales et notamment la prestation de tous services se rapportant aux activités ci-dessus exposées dans les domaines financiers, de la direction, de l'administration, de la comptabilité, de la gestion et du développement des services généraux et commerciaux.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est de quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation fixés aux présents statuts.

ARTICLE 6 - APPORTS

A la constitution de la Société il a été fait par les associés fondateurs des apports exclusivement en numéraire pour un montant de CINQUANTE MILLE EUROS (50 000 €).

Les sommes ainsi recueillies ont été déposées à la banque _____, agence de _____, le _____, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation.

Le dépositaire des fonds a établi, sur présentation de la liste des souscripteurs mentionnant les sommes versées par chacun d'eux, un certificat constatant lesdits versements à la date du _____.

La liste des associés fondateurs et de l'état des versements effectués par chacun d'eux, demeurera annexée à chacun des exemplaires originaux des présents statuts.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève à CINQUANTE MILLE EUROS (50 000 €).

Il est divisé en Cinq Mille (5 000) actions de Dix Euros (10 €) chacune, toutes de même catégorie, intégralement libérées.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par l'assemblée des associés statuant dans les conditions ci-après.



L'assemblée peut également déléguer au Président les pouvoirs à l'effet de réaliser, en une ou plusieurs fois, l'émission d'une catégorie de valeurs mobilières, donnant immédiatement ou à terme accès au capital, d'en fixer le ou les montants, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

ARTICLE 9 – AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

ARTICLE 10 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par la collectivité des associés statuant dans les conditions ci-après.

10.1- Augmentation de capital

Le capital social peut être augmenté dans les conditions prévues par la loi, par décision de la collectivité des associés statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires.

Toutefois, en cas de pluralité d'associés, lorsque l'augmentation de capital a lieu par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés qui la décide statue aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires.

La collectivité des associés peut dans les conditions qu'il(elle) détermine, déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser dans un délai de cinq ans, sauf exceptions légales, l'augmentation de capital, en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, le capital ancien doit, au préalable, être intégralement libéré et les associés jouissent d'un droit préférentiel de souscription qui leur est accordé par la loi.

Les souscriptions et les versements sont constatés par un certificat du dépositaire établi, au moment du dépôt des fonds, sur présentation des bulletins de souscription.

Les libérations d'actions par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société sont constatées par un certificat du Commissaire aux Comptes si la Société en est dotée. Ce certificat tient lieu de certificat du dépositaire.

Le délai de souscription est au minimum de vingt jours, sauf faculté de clôture par anticipation dès que tous les droits de souscription à titre irréductible ont été exercés ou que l'augmentation de capital a été intégralement souscrite après renonciation individuelle à leurs droits de souscription des associés qui n'ont pas souscrit.



Conformément à la loi, les associés ont un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire et de toutes autres valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital émises en numéraire.

Les associés peuvent y renoncer individuellement.

Lors de la décision d'augmentation de capital il peut également être décidé de supprimer le droit préférentiel de souscription au vu du rapport du Président et de celui du Commissaire aux Comptes si la Société en est dotée, aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires.

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus, les associés ne disposant pas du nombre exact de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier d'actions nouvelles, devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

Il peut être créé des actions de préférence.

En cas d'apports en nature ou de stipulations d'avantages particuliers, un ou plusieurs Commissaires aux apports et/ou aux avantages particuliers sont désignés par décision de justice pour en apprécier la valeur et en présenter les caractéristiques aux associés dans le cadre d'un rapport spécial.

10.2 – Réduction de capital

La réduction du capital peut être décidée par la collectivité des associés statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Extraordinaires.

A cette occasion, il peut être délégué au Président tous pouvoirs à l'effet de la réaliser.

En aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des droits entre associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal au minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme.

Le projet de réduction de capital est communiqué au Commissaire aux Comptes, si la Société en est dotée, trente (30) jours au moins avant la consultation de la collectivité des associés.

La collectivité des associés statue sur le rapport du Commissaire aux Comptes, si la Société en est dotée.

Lorsque la réduction du capital n'est pas motivée par des pertes, les obligataires et créanciers peuvent former opposition à la réduction conformément à la loi.

La souscription ou l'achat par la Société de ses propres actions, soit directement, soit par



une personne agissant en son propre nom mais pour le compte de la Société, sont interdits sauf dérogations légales.

Toutefois, la Société aura la possibilité de racheter les actions à dividende prioritaire sans droit de vote émises par elle ; le rachat s'effectue par voie de réduction de capital.

En outre, la collectivité des associés qui a décidé une réduction de capital non motivée par des pertes peut autoriser le Président à acheter un nombre déterminé d'actions pour les annuler.

ARTICLE 11 – LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées au minimum d'un quart de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Le montant des actions à souscrire en numéraire est payable au siège social ou aux caisses désignées à cet effet, conformément à la loi.

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel de fonds du Président, dans le délai de cinq ans, à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs un mois au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions porte, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant, des sanctions et des mesures d'exécution forcée prévue par la loi.

ARTICLE 12 – SANCTION DE LA NON LIBERATION DES ACTIONS

Sera considérée comme nulle et non avenue, un mois après une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet, toute souscription d'actions en numéraire sur lesquelles les versements exigibles n'auront pas été effectués.

Toutefois, le Président conserve le droit de maintenir les souscriptions dont les versements seraient en retard et, par suite, de poursuivre par les voies judiciaires le recouvrement des sommes exigibles sur le montant desdites souscriptions.

A défaut par l'associé de se libérer aux époques fixées par le Président, les sommes exigibles sur le montant des actions souscrites par lui portent intérêt de plein droit en faveur de la Société au taux légal majoré de trois pour cent l'an, à compter de l'expiration du mois qui suit la date de l'exigibilité, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice ou d'une mise en demeure.



De plus, pour obtenir le versement desdites sommes, la Société dispose du droit d'exécution, du recours en garantie et des sanctions prévues par la loi.

ARTICLE 13 – FORME ET MATERIALITE DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et modalités prévues par la loi.

A la demande des associés, une attestation d'inscription en compte sera délivrée par la société.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur les registres et comptes, tenus à cet effet au siège social.

ARTICLE 14 – TRANSFERT DES ACTIONS

Le transfert des actions à titre gratuit ou onéreux, par cession ou par tout autre moyen, comme l'affectation des actions à titre de gage ou de nantissement, est libre de tout agrément et s'opère à l'égard des tiers et de la société par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et transcrit sur un registre, dit « registre des mouvements ».

La Société est tenue de procéder à cette transcription le jour même de la réception de l'ordre de mouvement.

Si les actions ne sont pas entièrement libérées, l'ordre de mouvement doit être signé en outre par le cessionnaire.

Le transfert d'actions à titre gratuit ou en suite de décès, s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements sur justification de la mutation dans les conditions légales et sous réserve, le cas échéant, du respect de la procédure définie ci-après.

Les frais de transfert sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

La Société tient à jour la liste des personnes titulaires d'actions avec l'indication du domicile déclaré par chacune d'elles.

En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables dès réalisation de l'opération.



ARTICLE 15 – DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES

15.1 - Droit sur l'actif social et sur les bénéfices

Toute action ou, dans le cas de catégories d'actions, toute action d'une même catégorie, donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, en cours de Société, comme en cas de liquidation, ceci dans les conditions et modalités par ailleurs éventuellement stipulées dans les présents statuts.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société auxquelles ces distributions, amortissements ou répartitions pourraient donner lieu.

15.2 - Autres droits des associés

Tout associé dispose notamment des droits suivants à exercer dans les conditions et sous les éventuelles restrictions légales et réglementaires :

- droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital ou aux émissions de titres donnant accès au capital,
- droit à l'information permanente ou préalable aux assemblées,
- droit de poser des questions écrites avant toute assemblée ou, deux fois par an, sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation,
- droit de récuser les commissaires aux comptes.

15.3 - Obligations des associés

L'associé est tenu de respecter les statuts ainsi que les décisions des organes sociaux.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation, et doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée Générale.

Rompus – Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

Indivision : Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société et aux assemblées par un seul d'entre eux, considéré par elle comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut



être désigné en justice à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Nue-propriété et usufruit – Sauf convention contraire notifiée à la Société, les usufruitiers d'actions représentent valablement les nus-propriétaires à l'égard de la Société ; toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'actions gratuites est réglé en l'absence de convention spéciale des parties, selon les dispositions suivantes :

- Le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites appartiennent au nu-propriétaire.

Si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de ce transfert, ou les biens acquis par lui au moyen de ces sommes, sont soumis à l'usufruit.

- Le nu-propriétaire est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu de droits de souscription huit jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit.

Il est de même réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a ni demandé cette attribution, ni vendu les droits trois mois après le début des opérations d'attribution.

- L'usufruitier, dans les deux cas, peut alors se substituer au nu-propriétaire pour exercer soit le droit de souscription, soit le droit d'attribution ou pour vendre les droits. Dans ce dernier cas, le nu-propriétaire peut exiger le remploi des sommes provenant du transfert ; les biens ainsi acquis sont soumis à usufruit.
- Les actions nouvelles appartiennent au nu-propriétaire pour la nue-propriété et à l'usufruitier pour l'usufruit.
- Toutefois, en cas de versement de fonds effectué par le nu-propriétaire ou l'usufruitier pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution, les actions nouvelles n'appartiennent au nu-propriétaire et à l'usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution ; le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à celui qui a versé les fonds.

Gage – L'associé débiteur continue à représenter seul les actions par lui remises en gage.

ARTICLE 16 – COMPTE COURANT

Les associés peuvent, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, mettre à disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en « Comptes courants ».

Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre



l'associé intéressé et le Président.

Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

ARTICLE 17 – COMITE STRATEGIQUE – MEMBRES DU COMITE STRATEGIQUE

17.1 - Composition

La Société est dotée d'un Comité Stratégique.

Chaque Associé de la Société titulaire directement en pleine propriété d'un nombre d'actions représentant cinq pour cent (5%) ou plus, du nombre d'actions composant le capital social, dispose de plein droit d'un siège au Comité Stratégique.

La nomination des membres du Comité Stratégique sera actée par la collectivité des associés statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires.

17.2 – Nomination et remplacement des représentants des membres du Comité Stratégique

Chaque membre du Comité Stratégique dispose d'une voix et bénéficiera d'un (1) représentant.

Il procédera à la désignation de son représentant qui sera obligatoirement une personne physique selon les modalités qui lui seront propres. Cette désignation sera notifiée à la Société.

En cas de vacance de représentant d'un membre du Comité Stratégique par décès, démission ou révocation par l'Associé l'ayant préalablement nommé, le membre du Comité Stratégique procédera sans délais au remplacement dudit représentant et le notifiera par tous moyens à la Société.

17.3 – Limite d'âge des représentants des membres du Comité Stratégique

Une personne physique ne peut être désignée représentante d'un membre du Comité Stratégique si elle est âgée de plus de soixante-cinq (65) ans à la date de sa désignation.

Un représentant d'un membre du Comité Stratégique en exercice est réputé démissionnaire d'office à la clôture l'exercice social durant lequel il aura atteint l'âge de soixante-dix (70) ans.

17.4 - Durée du mandat de membre du Comité Stratégique et de son représentants - Rémunération

17.4.1 - La durée du mandat de membre du Comité Stratégique sera égale à celle de la présence de l'Associé au capital de la Société pour une participation égale ou supérieure à cinq pour cent (5%) des actions composant le capital social.



Tout membre du Comité Stratégique cessant, pour quelque raison que ce soit d'être associé de la Société ou dont la participation directe en pleine propriété au capital deviendra inférieure à cinq pour cent (5%), sera réputé démissionnaire d'office de son mandat.

Les représentants d'un membre du Comité Stratégique restent en fonction jusqu'à :

- la limite d'âge ci-dessus, ou
- la date de leur remplacement par l'Associé qu'ils représentent, ou
- la date de sortie de l'Associé qu'ils représentent du capital de la Société ou la date de franchissement à la baisse du seuil de détention minimum requis pour disposer d'un siège au Comité Stratégique.

17.4.2 - L'exercice du mandat de membre du Comité Stratégique n'ouvre droit au bénéfice d'aucune rémunération.

Il en est de même pour les représentants des membres du Comité Stratégique.

Les frais de déplacement, hébergement et restauration des représentants des membres du Comité Stratégique, engagés dans le cadre de l'exercice de leur mandat, seront pris en charge et remboursés par l'Associé ayant procédé à leur désignation sur production de justificatifs.

ARTICLE 18 – PRESIDENCE

18.1 - Nomination du Président

Le Comité Stratégique de la Société désignera son Président parmi ses membres ou parmi les représentants personnes physiques de ses membres.

Le Président sera nommé à la majorité des deux tiers (2/3) des voix dont disposent les membres présents ou représentés.

Le Président du Comité Stratégique sera le Président de la Société au sens des dispositions de l'article L227-6 du code de commerce.

La durée des fonctions de Président est illimitée.

18.2 - Cessation des fonctions du Président

Le mandat de Président prend fin soit par la perte de qualité de membre du Comité Stratégique, soit par démission, soit par révocation.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des membres du Comité Stratégique et à la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au moins un mois avant sa date de prise d'effet.



Le Président démissionnaire s'engage à convoquer le Comité Stratégique ou à solliciter une consultation de ses membres avant la date d'effet de sa démission, afin qu'ils statuent sur son remplacement.

La révocation du Président peut être décidée par le Comité Stratégique à la majorité des deux tiers (2/3) des voix dont disposent les membres présents ou représentés.

La révocation du Président n'ouvre droit au bénéfice d'aucune indemnisation sauf si elle présente un caractère vexatoire ou infamant, auquel cas, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

18.3 – Obligations

Le Président présente au Comité Stratégique un rapport semestriel qui retrace les principaux actes ou faits intervenus dans la gestion de la Société et de ses éventuelles filiales.

Chaque rapport semestriel doit contenir l'ensemble des renseignements propres à éclairer ledit Comité Stratégique sur l'évolution du chiffre d'affaires, des charges d'exploitation et des événements exceptionnels.

Ce rapport mentionner les opérations et difficultés sortant de l'ordinaire, l'appréciation de ce caractère étant faite par le Président sous sa responsabilité.

Au plus tard dans un délai de quatre (4) mois suivant la clôture des comptes sociaux, le Président présente au Comité Stratégique, aux fins de vérification et de contrôle, le projet de comptes annuels et le cas échéant, de comptes consolidés.

Enfin, le Président transmet au Comité Stratégique toutes informations utiles concernant tous événements internes ou externes à la Société et/ou aux sociétés qu'elle contrôlera :

- Relatifs à toutes opérations sur le capital, la modification de l'objet social, le développement de nouvelles activités significatives, ou
- Portant ou raisonnablement susceptible de porter, à terme, atteinte à la continuité de l'exploitation ou à la pérennité de la Société ou de la société contrôlée concernée,

et ce dans un délai raisonnable à compter de la date à laquelle la Société aura eu connaissance de la survenance de ce fait ou cet événement.

18.4 - Rémunération

L'exercice du mandat de Président ne donne droit à aucune rémunération.

Le Président a droit, sauf décision contraire du Comité Stratégique à la majorité des deux tiers (2/3) des voix dont disposent les membres présents ou représentés, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements engagés dans l'intérêt



de la Société sur présentation des pièces justificatives.

18.5 - Pouvoirs du Président

Le Président représente la Société à l'égard des tiers.

Dans les rapports avec les tiers, sous réserve des prérogatives du Comité Stratégique visées sous l'article 20 ci-après, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et des présents statuts.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut donner les biens de la société en garantie des engagements qu'elle prend. En revanche, il ne peut donner l'aval, le cautionnement, ou toute garantie de la Société en faveur de tiers, que dans la limite d'un montant total d'engagements autorisé par le Comité Stratégique.

Cette autorisation peut également fixer, par engagement, un montant au-delà duquel, la caution, l'aval ou la garantie de la société, ne peut être donné. Lorsqu'un engagement dépasse l'un ou l'autre des montants ainsi fixés, l'autorisation du Comité est requise dans chaque cas.

La durée des autorisations prévues à l'alinéa précédent ne peut être supérieure à un an, quelle que soit la durée des engagements cautionnés, avalisés ou garantis. Par dérogation aux précédentes règles, le Président peut être autorisé par le Comité Stratégique à donner, à l'égard des administrations fiscale et douanière, des cautions, avals ou garanties au nom de la société, sans limite du montant.

Si les cautions, avals ou garanties ont été donnés pour un montant total supérieur à la limite fixée pour la période en cours, le dépassement ne peut être opposé aux tiers s'ils n'en ont pas connaissance, à moins que le montant de l'engagement invoqué n'excède, à lui seul, l'une des limites fixées par la décision du Comité Stratégique, prise en application des dispositions précédentes.

ARTICLE 19 – ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU COMITE STRATEGIQUE

Les réunions du Comité Stratégique se tiennent sous la présidence de son Président, ou, en cas d'empêchement, du membre désigné par le Comité Stratégique pour le présider en qualité de président de séance.

Les conditions de convocation des membres du Comité Stratégique, la fréquence des réunions ainsi que les conditions de validité des délibérations et termes de quorum et de majorités, sont définies dans le Pacte d'Associés formalisé entre les associés fondateurs un instant de raison après l'adoption des présents statuts.



ARTICLE 20 – POUVOIRS DU COMITE STRATEGIQUE

Le Comité Stratégique détermine les orientations stratégiques des activités de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Il peut se saisir de toutes les questions intéressant la bonne marche de la Société et régler les affaires qui la concernent.

Il exerce sur les affaires sociales un contrôle permanent.

Le détail des décisions relevant de la compétence du Comité Stratégique est défini dans le Pacte d'Associés formalisé entre les associés fondateurs un instant de raison après l'adoption des présents statuts.

ARTICLE 21 – DIRECTION GENERALE

21.1 - Désignation

Le Comité Stratégique sur proposition du Président, peut désigner un Directeur Général parmi les représentants de ses membres ou en dehors d'eux, à la majorité des deux tiers (2/3) des voix dont disposent les membres présents ou représentés,.

Sauf décision contraire du Comité Stratégique, le mandat du Directeur Général est sans limitation de durée.

En cas de nomination pour une durée déterminée, le mandat du Directeur Général est renouvelable dans les mêmes conditions que lors de sa nomination.

Une personne physique ne peut exercer le mandat de Directeur Général si elle est âgée de plus de soixante-cinq (65) ans à la date de nomination.

Le Directeur Général en exercice est réputé démissionnaire d'office à la clôture de l'exercice social au cours duquel il a atteint l'âge de soixante-dix (70) ans.

21.2 - Cessation des fonctions du Directeur Général

Les fonctions du Directeur Général prennent fin par le terme du mandat, par la révocation ou la démission.

La révocation intervient sur proposition du Président du Comité Stratégique, par décision de ce dernier, prise à la majorité des deux tiers (2/3) des voix dont disposent les membres présents ou représentés,.

La révocation du Directeur Général n'ouvre droit au bénéfice d'aucune indemnisation sauf si elle présente un caractère vexatoire ou infamant, auquel cas, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

La démission du Directeur Général n'est recevable que si elle est adressée à chacun des membres du Comité Stratégique et à la Société par lettre recommandée avec demande



d'avis de réception au moins un mois avant sa date de prise d'effet.

21.3 - Rémunération

L'exercice du mandat de Directeur Général ne donne droit à aucune rémunération.

Le Directeur Général a droit, sauf décision contraire du Comité Stratégique à la majorité des deux tiers (2/3) des voix dont disposent les membres présents ou représentés, au remboursement des dépenses raisonnables engagées dans l'exercice de ses fonctions et de ses frais de représentation et de déplacements engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de justificatifs dûment établis.

21.4 - Pouvoirs du Directeur Général

Sous réserve des compétences que la loi attribue expressément aux décisions de la collégialité des associés ainsi que des prérogatives réservées au Comité Stratégique par les Présents statuts, le Directeur Général est investi à l'égard des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société.

Il doit les exercer dans le respect de la loi, des règlements et des présents statuts et en considération de l'intérêt social.

ARTICLE 22 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS ET LES PRINCIPAUX ASSOCIES

22.1 - Toute convention intervenue directement ou par personne interposée entre la Société et son Président ou son Directeur Général, un associé disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou s'il s'agit d'une Société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233.3 du Code de commerce, doit être portée à la connaissance du Président et du Commissaire aux Comptes si la Société en est dotée.

Sont également soumises à la même obligation d'informations, les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le Président ou le Directeur Général est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur ou de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Le Président soumet la ratification de ces conventions à l'approbation de l'Assemblée Générale.

22.2 - A peine de nullité du contrat, il est interdit au Président et au Directeur Général de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux (i) conjoint, (ii) ascendants et (iii) descendants des intéressés, ainsi qu'à toute personne interposée.

22.3 – Les dispositions du 1 ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.



Cependant, ces conventions sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières ne sont significatives pour aucune des parties, sont communiquées par l'intéressé au Président.

ARTICLE 23 – CONTROLE DES COMPTES

Lorsque la loi l'impose ou sur décision de la collégialité des associés statuant à la majorité simple, il est procédé à la nomination d'un ou de plusieurs Commissaires aux comptes titulaires, et, le cas échéant, en fonction des obligations légales, d'un ou de plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

En cas de nomination et sauf décision contraire de la collégialité des associés, lorsque la loi permet de déroger à ces dispositions, le(s) Commissaire(s) aux comptes :

- est (sont) chargé(s) de vérifier les livres, la caisse, le portefeuille et les valeurs de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité de l'inventaire, du compte de résultat, de l'annexe et du bilan, ainsi que l'exactitude des informations données dans le rapport du Président et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes de la Société.
- s'assure(nt) du respect de l'égalité entre les associés.
- porte(nt) à la connaissance du Président les contrôles et vérifications auxquels ils ont procédé ainsi que leurs conclusions et suggestions.
- établit(ssent) :
 - Un rapport dans lequel ils rendent compte à l'Assemblée Générale de l'exécution de son (leur) mandat et doivent signaler les irrégularités et inexactitudes qu'ils auraient relevées ;
 - Les rapports spéciaux prévus par les dispositions légales en vigueur.

Les Commissaires aux comptes doivent remplir les conditions fixées par le code de commerce. Ils sont rééligibles.

Sauf disposition contraire de la loi, la durée de leurs fonctions est de six exercices et leurs fonctions expirent après la décision qui statue sur les comptes du sixième exercice.

Les Commissaires aux comptes ont le droit, à toute époque de l'année, d'opérer les vérifications de contrôle qu'ils jugent opportunes. Ils sont convoqués à toutes assemblées d'associés.

Ils peuvent, en cas d'urgence, convoquer l'Assemblée Générale.

Ils reçoivent une rémunération fixée selon la réglementation en vigueur.

Si l'Assemblée Générale nomme plusieurs Commissaires aux Comptes, un seul d'entre



eux peut opérer, en cas d'empêchement, de démission, de décès ou de refus des autres, sauf disposition légale contraire.

En cas d'empêchement ou de refus du ou des Commissaires Titulaires, le ou les Commissaires Suppléants si la Société en est dotée deviennent titulaires. Sinon, il est procédé à leur remplacement par l'Assemblée Générale. Le Commissaire aux Comptes assurant le remplacement d'un autre ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

ARTICLE 24 – DECISIONS DES ASSOCIES

24.1 - Modalités de prise de décisions

Les décisions collectives des associés sont prises :

- Soit en Assemblée Générale ;
- Soit au moyen d'une consultation écrite à l'initiative du Président (à l'exception des cas prévus par les dispositions légales et réglementaires et des décisions particulières visées aux présents statuts) ;
- Soit, sous les mêmes réserves, résultent d'un acte signé par les associés.

Chaque action donnant droit à une voix.

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories sans vote conforme d'une Assemblée Générale extraordinaire ouverte à tous les associés puis d'une assemblée spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

24.2 – Convocation de l'Assemblée Générale

Les Assemblées Générales sont convoquées par le Président, ou en cas d'empêchement par le Directeur Général.

Les Assemblées Générales peuvent, en outre, être convoquées :

- Par le Commissaire aux Comptes titulaire, ou s'ils sont plusieurs, par l'un d'entre eux, en cas d'urgence,
- Par le liquidateur, ou s'ils sont plusieurs, par l'un d'entre eux pendant la période suivant la dissolution de la Société,
- Par un mandataire désigné en justice, à la demande d'un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social (ou le dixième des actions de la catégorie intéressée, s'il s'agit d'Assemblées Spéciales).
- Par un mandataire désigné en justice, à la demande de tout intéressé en cas



d'urgence.

Tout associé qui en fait la demande doit être avisé par lettre recommandée, trente-cinq jours au moins à l'avance, de la date prévue pour la réunion de toute Assemblée.

Les convocations aux Assemblées sont faites par lettre simple ou par courrier électronique et devront indiquer les jour, heure et lieu désignés pour la réunion des associés.

Le délai de convocation est de sept (7) jours au moins.

La fixation de l'ordre du jour et la préparation du projet des résolutions à soumettre à l'Assemblée Générale appartiennent à l'auteur de la convocation.

Le Président doit adresser ou mettre à la disposition de des associés, dans les conditions prévues par les lois et décrets en vigueur, les documents nécessaires pour permettre à celui-ci (ceux-ci) de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche des affaires de la Société.

Une Assemblée doit être convoquée au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social écoulé.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'Assemblée peut se réunir sur convocation verbale et sans délai.

Le commissaire aux comptes doit être invité à participer aux Assemblées Générales, en même temps et dans les mêmes formes que les associés.

24.3 – Droit d'accès et droit de vote

Tout associé a le droit d'assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations, le cas échéant, par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et accomplissement des formalités mentionnées dans les avis de convocation pour justifier de la propriété de ses actions, sans toutefois que la date avant laquelle ces formalités doivent être accomplies puisse être antérieure de plus de cinq jours à la date de l'assemblée.

L'Assemblée peut se réunir par tous moyens de conférence téléphonique ou de visioconférence, dès lors que ledit moyen garantit la participation effective de tous les associés souhaitant participer à la réunion.

Tout associé peut se faire représenter à l'Assemblée par un autre associé. Il peut également voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la société et remis aux associés qui en font la demande ; pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée ; les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

La procuration est signée par le mandant qui indique ses nom, prénom et domicile.



Le pouvoir n'est valable que pour une seule Assemblée.

Le mandat donné pour une Assemblée vaut pour les Assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Pour toute procuration d'un associé sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée Générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Président et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions.

Pour émettre tout autre vote, l'associé doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.

Tout associé peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret, dans les conditions légales et réglementaires.

Pour pouvoir être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance devront avoir été reçus par la Société au moins trois jours avant l'Assemblée.

24.4 – Tenue de l'Assemblée Générale

L'Assemblée est présidée par le Président de la Société.

En cas d'absence du Président, l'Assemblée est présidée par toute autre personne désignée par elle-même.

Si l'Assemblée est convoquée par les Commissaires aux Comptes, l'Assemblée est présidée par l'un d'eux.

En cas de liquidation, l'Assemblée est présidée par le liquidateur ou l'un d'eux s'ils sont plusieurs.

A chaque Assemblée est tenue une feuille de présence contenant :

- Les nom, prénom usuel et domicile de chaque associé présent, le nombre d'actions dont il est titulaire, ainsi que le nombre de voix attachées à ces actions ;
- Les nom, prénom usuel et domicile de chaque mandataire et le nombre d'actions de ses mandants, ainsi que le nombre de voix attachées à ces actions;
- Les nom, prénom usuel et domicile de chaque associé représenté et le nombre d'actions dont il est titulaire, ainsi que le nombre de voix attachées à ces actions, ou à défaut de ces mentions, le nombre de pouvoirs donné à chaque mandataire.

La feuille de présence doit être émargée par les associés présents et les mandataires.

Elle doit être certifiée exacte par le président de l'Assemblée.



Les pouvoirs donnés aux mandataires doivent être annexés à la feuille de présence qui doit être conservée au siège social et communiquée à tout requérant.

24.5 - Quorum et Majorité

24.5.1 - Assemblées Générales Ordinaires

En cas de pluralité d'associés l'Assemblée Générale Ordinaire se compose de tous les associés, quel que soit le nombre de leurs actions, pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles.

Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale Ordinaire doit être composée d'un nombre d'associés présents ou ayant donné pouvoirs, représentant cinquante pour cent (50%) au moins du capital social.

Si cette condition n'est pas remplie, l'Assemblée Générale est convoquée de nouveau.

Sur seconde convocation l'Assemblée Générale Ordinaire délibère valablement quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés et le nombre d'actions détenues par ces derniers.

Les délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire sont prises à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

L'Assemblée Générale Ordinaire entend :

- Les rapports du Président sur les affaires sociales,
- Le rapport du Commissaire aux Comptes sur les vérifications et contrôles auxquels il a procédé si la société en est dotée, ainsi que les rapports spéciaux prescrits par les dispositions légales en vigueur.

L'Assemblée Générale Ordinaire :

- Approuve, redresse ou rejette les comptes et fixe les dividendes à répartir, ainsi que le montant de tous reports, provisions ou réserves,
- En cas d'émission d'actions avec prime, détermine l'emploi ou l'affectation de cette prime, si aucune décision n'a été prise à ce sujet lors de l'émission,
- Nomme le Commissaire aux Comptes,
- Délibère sur toutes nominations et délégations de pouvoirs soumises à sa ratification, ainsi que sur toutes révocations,
- Délibère sur toutes propositions portées à l'ordre du jour et qui ne sont pas de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire.



24.5.2 - Assemblées Générales Extraordinaires

L'Assemblée Générale Extraordinaire se compose de tous les associés quel que soit le nombre de leurs actions, pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles.

L'Assemblée Générale Extraordinaire n'est régulièrement constituée et ne délibère valablement que si elle est composée d'un nombre d'associés présents ou ayant donné pouvoirs, représentant soixante-quinze pour cent (75%) au moins du capital social.

Si, sur une première convocation, l'Assemblée n'a pu réunir soixante-quinze pour cent (75%) au moins du capital social, une nouvelle Assemblée peut être convoquée en reproduisant l'ordre du jour et indiquant la date et le résultat de la précédente Assemblée.

Elle ne délibère valablement sur seconde convocation que si elle est composée d'un nombre d'associés représentant la moitié au moins du capital social.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'Assemblée Générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale Ordinaire.

Dans les Assemblées Générales Extraordinaires à forme constitutive, c'est-à-dire appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire dont les actions sont privées du droit de vote, n'a voix délibérative, ni pour lui-même, ni comme mandataire.

Sous réserves des dispositions de l'article L.227-19 du Code de Commerce, en cas de pluralité d'associés les délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire sont prises à la majorité de soixante-quinze pour cent (75%) des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut prendre toutes décisions et apporter aux statuts, dans toutes leurs dispositions, les modifications, quelles qu'elles soient, sous réserve des dispositions légales.

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut décider notamment :

- Le changement de dénomination de la Société,
- Le transfert du siège social,
- L'augmentation du capital social, soit par voie d'apports en nature dont elle procède à la vérification, ainsi qu'à celle des avantages particuliers, soit par souscription en espèces, soit par l'incorporation au capital social de tous fonds de réserves disponibles et leur transformation en actions,
- La modification ou la suppression du droit de préférence à la souscription.
- La réduction du capital social de toute manière, notamment par remboursement,



rachat, échange, avec ou sans soulte à payer ou à recevoir, suppression d'actions,

- La création d'actions privilégiées ou de priorité d'actions jouissant de droits différents de celles existantes,
- La prorogation, la réduction de durée ou la dissolution anticipée de la Société,
- La fusion de la Société, son alliance avec d'autres sociétés françaises constituées ou à constituer,
- La transformation de la Société en toute autre forme.

24.6 - Consultation écrite des associés

La consultation écrite est opérée à l'initiative du Président par lettre simple ou courrier électronique, sous réserve qu'il soit donné une confirmation écrite de la réception de la consultation écrite par chacun des destinataires.

La lettre de consultation doit être accompagnée d'un bulletin de vote portant les mentions suivantes :

- La liste des documents joints ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption, rejet ou abstention) ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins de vote ; et
- La date à laquelle la Société devra avoir reçu les bulletins de vote, étant précisé que pour exprimer leur vote, les associés devront disposer d'un délai minimum de sept (7) jours à compter de la date d'envoi aux associés mentionnés sur le bulletin de vote pour faire parvenir leur vote.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

En cas de défaut de vote ou dans l'hypothèse où le sens du vote sur une ou plusieurs résolutions n'a pas été indiqué clairement, l'associé ou son représentant sera considéré comme s'étant abstenu pour le vote de la ou des résolutions considérées et ne sera pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné, ses voix n'étant alors pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la



majorité.

Dans les cinq jours suivant réception du dernier bulletin de vote, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations. Le Président en adresse copie à tous les associés dans les trois jours suivant la date du procès-verbal.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

Les règles de quorums et de majorités en cas de consultation écrite des associés sont les mêmes que pour les assemblées générales.

24.7 - Procès-verbaux

Les délibérations de l'Assemblée Générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du Bureau.

Ces procès-verbaux doivent être inscrits sur un registre spécial, coté et paraphé, tenu conformément aux dispositions réglementaires.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par le Président.

Après la dissolution de la Société et pendant la liquidation, les copies ou extraits sont certifiés par le ou l'un des liquidateurs.

ARTICLE 25 - TRANSFORMATION – PROROGATION - DISSOLUTION

La société peut se transformer en société d'une autre forme sans création d'un être moral nouveau, sous réserve des dispositions en vigueur.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le Président ou le Directeur Général doit provoquer une consultation de la collectivité des associés, à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

ARTICLE 26 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2023.

ARTICLE 27 – COMPTES ANNUELS

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales et dresse des comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce.



Le Président établit à la clôture de l'exercice, un inventaire, un compte de résultat, une annexe et un bilan.

Il rédige, lorsque cela constitue une obligation, le rapport sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, ainsi que sur son évolution prévisible

Le Président détermine souverainement les conditions d'établissement de cet inventaire, ainsi que les dépréciations et amortissements que doivent subir, le cas échéant, les divers éléments de l'actif social.

L'inventaire, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes si la Société en est dotée, un mois au moins avant la de la convocation de l'Assemblée Générale Annuelle.

Ils sont présentés à l'Assemblée.

Quinze jours avant la consultation des associés, tout associé peut prendre, au siège social, connaissance de l'inventaire, du compte de résultat, du bilan et de l'annexe et de tous documents prévus par les lois et les règlements en vigueur.

ARTICLE 28 – AFFECTATION DES RESULTATS

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou les pertes de l'exercice.

Après approbation des comptes de l'exercice écoulé et constatation de l'existence de sommes distribuables déterminées en conformité de la loi, la collectivité des associés décide de toutes affectations et répartitions.

Sur le bénéfice de l'année, diminué le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième

Le surplus, est affecté en tout ou en partie à tout fonds facultatif de réserves générales ou spéciales ou distribué aux associés à titre de dividendes.

Les pertes, s'il en existe, sont soit imputées sur les comptes de réserves de la société, soit portées sur le compte « Report à Nouveau ».

La collectivité des associés peut, en outre, prélever toutes sommes sur les fonds de réserve à sa disposition en vue d'une répartition aux associés sauf à indiquer expressément les postes sur lesquels les prélèvements sont ainsi effectués.

Aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou



deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

Toutefois, le Président pourra décider la distribution d'acomptes à valoir sur les dividendes d'un exercice clos ou en cours avant que les comptes de cet exercice aient été approuvés.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les dividendes des actions sont payés à l'associé sur présentation de son attestation d'inscription en compte.

Les dividendes régulièrement perçus ne peuvent faire l'objet, ni d'une retenue, ni d'une restitution. Ils sont acquis à chaque associé, définitivement et individuellement.

la collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

La même option entre le paiement en numéraire ou en actions peut être également accordée par la collectivité des associés par décision ordinaire, pour les acomptes sur dividende.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à tous les associés. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L 232.19 du code de commerce ; lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'associé peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par l'Assemblée Générale, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la date de la décision de la collectivité des associés, l'augmentation de capital de la société est réalisée du seul fait de cette demande.

ARTICLE 29 – COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE

Les représentants du Comité Social et Economique exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

ARTICLE 30 – AMORTISSEMENT DU CAPITAL

L'amortissement du capital social s'effectue, le cas échéant, par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire et au moyen de bénéfices ou réserves, à l'exclusion de la réserve légale.

Cet amortissement ne peut être réalisé que par voie de remboursement égal sur chaque



action de même catégorie.

Les actions intégralement amorties sont remplacées par des actions de jouissance qui ont les mêmes droits que les actions non amorties.

ARTICLE 31 – DISSOLUTION

A toute époque et en toute circonstance, l'Assemblée Générale Extraordinaire peut, sur la proposition du Président, prononcer la dissolution anticipée de la Société.

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu de réunir une Assemblée Générale Extraordinaire, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, pour décider, s'il y a lieu à la dissolution de la Société.

Le vote de l'Assemblée, est, dans tous les cas, publiée conformément à la loi.

Dans le cas où la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Un an, au moins, avant la date d'expiration de la durée de la Société, le Président convoque l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée ou non.

Il en sera de même, si sauf transformation de la Société en société d'une autre forme, la réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal n'a pas été décidée sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum légal.

ARTICLE 32 - LIQUIDATION

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée Générale extraordinaire, sur la proposition du Président, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, dont elle détermine les pouvoirs.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs du Président, du Directeur Général et de tous mandataires.

Durant la liquidation, l'Assemblée Générale conserve les mêmes attributions que pendant le cours de la Société ; elle confère, s'il y a lieu, tous pouvoirs spéciaux aux liquidateurs, elle approuve les comptes de liquidation et donne décharge aux liquidateurs.

Les liquidateurs ont mission de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif mobilier et immobilier de la Société et d'éteindre le passif.



Sauf les restrictions que l'Assemblée Générale peut y apporter, ils ont, à cet effet, en vertu de leur seule qualité, les pouvoirs les plus étendus d'après la loi et les usages du commerce, y compris ceux de traiter, transiger, compromettre, conférer toutes garanties même hypothécaires, s'il y a lieu, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire est nécessaire pour consentir une cession globale de l'actif, un apport de l'actif à une autre société, procéder à toutes opérations de fusion, ou scission, apporter aux statuts toutes modifications correspondant aux besoins de la liquidation.

En cas de décès, démission ou empêchement du ou des liquidateurs, l'Assemblée convoquée par l'associé le plus diligent, pourvoit à leur remplacement.

Le produit de la liquidation est employé d'abord à éteindre le passif.

Après ce paiement et le règlement des frais de liquidation, l'excédent sera employé jusqu'à due concurrence (i) à rembourser au pair les actions non encore amorties, (ii) le solde sera réparti aux actions à titre de boni de liquidation.

ARTICLE 33 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre les associés et la Société, soit entre les associés eux-mêmes relativement aux affaires sociales, sont soumises à la juridiction des Tribunaux de Commerce.

ARTICLE 34 – JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

En attendant l'accomplissement de la formalité de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des sociétés, mandat est donné à Monsieur Hervé LECOMTE à l'effet de réaliser au nom et pour le compte de la société en formation, les actes et engagements suivants :

1 – Procéder pour le compte de la Société en formation, à l'ouverture et au fonctionnement sous son nom, de tous comptes de dépôt dont l'intitulé sera « **ENR ADOUR, société en formation** » dans les écritures de toutes banques ou organismes de crédit qu'il appartiendra. Faire toutes opérations sur ces comptes.

A cet effet :

- Faire tous retraits, émettre, endosser, acquitter tous chèques, effectuer tous dépôts.
- Faire établir tous ordres de virement et de mouvement.
- Employer tout ou partie des sommes ainsi portées au crédit des comptes de la société



en l'acquisition de valeurs mobilières.

- De toutes sommes reçues ou payées et de tous titres reçus ou remis, donner ou retirer toutes quittances et décharges.
- Transformer le compte ainsi ouvert au nom de la société dès immatriculation de celle-ci au registre du commerce et des sociétés.
- Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et pièces, substituer, élire domicile, et généralement faire le nécessaire.

2 - Ouvrir au nom de la Société, auprès de tout opérateur postal et tout opérateur de télécommunications, tous comptes avec autorisation de retraits de plis recommandés et mandats adressés au nom de la société en formation ainsi que tous autres plis ou sommes remis, en donner bonne et valable décharge ou quittance, faire installer toute ligne téléphonique, signer tous contrats ou conventions à cet effet.

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes, substituer, élire domicile et généralement faire le nécessaire.

La signature des présentes emportera, pour la société, reprise de ces engagements qui seront réputés avoir été souscrits dès l'origine lorsque l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés aura été effectuée.

III - Le ou les associés investis de la direction générale de la société sont, d'autre part, expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux.

Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine, par la société, après vérification par l'Assemblée Générale ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard, par l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 35 – PUBLICITE - POUVOIRS

La société sera publiée conformément à la loi et sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Mont-de-Marsan.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original et d'une copie des présents statuts, à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi, pour effectuer toutes déclarations auprès du Centre de Formalités des entreprises concerné, signer tous documents, et notamment pour effectuer le dépôt au greffe et accomplir toutes formalités de publication et autres requises par la loi pour parvenir à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 36 - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seraient la suite ou la



conséquence, seront portés par la société en compte de frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfices.

Jusqu'à ce que la société soit immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés, ils incombent conjointement et solidairement aux associés fondateurs au prorata de leurs apports.

ARTICLE 37 - SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Les présents statuts sont signé par chaque associé fondateur au moyen d'un procédé de signature électronique avancée (SEA) mis en œuvre par un prestataire tiers, DocuSign, qui garantit la sécurité et l'intégrité des exemplaires numériques conformément à l'article 1367 du Code civil et à son décret d'application n°2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique.

Les Parties conviennent expressément que les présents statuts, signés électroniquement via DocuSign : (i) constitue l'original ; (ii) constitue une preuve littérale au sens de l'article 1316-1 du Code civil (i.e. il a la même valeur probante qu'un écrit signé de façon manuscrite sur support papier et pourra valablement être opposé aux Parties) ; (iii) sa signature électronique doit être considérée comme une signature originale ; et (iv) est susceptible d'être produit en justice, à titre de preuve littérale, en cas de litiges, y compris dans les litiges opposant les Parties.

En conséquence, les Parties reconnaissent que les statuts signés électroniquement valent preuve de leur contenu, de l'identité des signataires et de leur consentement.

Conformément à l'alinéa 4 de l'article 1375 du Code civil, les statuts sont établis en un seul exemplaire numérique original, dont une copie sera délivrée à chacune des Parties directement par DocuSign, qui est en charge de la mise en œuvre de la solution de signature électronique avancée dans les conditions requises par l'article 1367 du Code civil.

Suit la page de signature



Pour SERGIES
Hervé LECOMTE
Le

Pour INSTITUTION ADOUR
Paul CARRÈRE
Le

Pour ENERLANDES
Nicolas LAFARIE
Le

Pour HA-PY ENERGIES
Jean CHANEAC
Le

Pour ENR64
Stéphane CASTET
Le

Pour SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DU GERS
Jean Guy DUPUY
Le

Pour TERRA ENERGIES
Mathieu GODDEFROY
Le

Pour L'AREC PRODUCTION
Stéphane PERE
Le
